UN DRAME DE PIÉTÉS

QUAND on sort de Dijon par la voie du chemin de fer, on aperçoit d'abord, sur deux kilomètres environ, une série de tuyaux métalliques. Trente mètres après le dernier, la ligne surplombe la route nationale et enjambe un poteau, le chemin dit de « La Combe aux Fées » qui mène à des carrières toutes proches.

Le mardi 20 février 1934, vers 21 h. 50, le mécanicien Chaussard, qui vient d'amener de Paris le train de messageries n° 4.805, s'aperçoit, en descendant de sa machine au dépôt de Perrigny, qu'il y a sous la timonerie du frein un morceau d'étoffe qui paraît être un cache-col, et sous le tender une gaîne de tuyau gris. Ces deux objets sont taches de sang. Il remarque, en outre, sur le crochet d'attelage avant, une petite quantité de matière cérébrale. Pas de doute : le train a dû écraser quelqu'un entre Laroche, dont il vient, et Dijon.

Des recherches sont immédiatement ordonnées. Le lieu-dit de canton Bois-sebet part de la gare, une lanterne à la main, vers 23 heures. La nuit est très noire. Au bout d'une heure de marche, il rencontre son collègue Basset qui est venu de Plombières, la première station, à un kilomètre. Les deux hommes cheminent, au kilomètre 311.900, entre les rails de la voie, une dite compétement épaisse de trouve; puis mètres plus loin, un pardessus et des cigarettes de marque sur le ballast, et enfin, à une distance de mètres de là, un corps qui est celui de cet homme, mesurant 1 m. 65 de longueur, le cou en direction de Paris. Le bras droit manque entièrement, du pied droit est écrasé.

Tous deux portent alors ces restes humains sur le bas-côté de la voie. Il, deux hommes sont dans le poste de gardeux et téléphone à la garde de Dijon pour qu'on prévienne les agents de Marité. Vers 2 h. 30, les gendarmes arrivent pourvus de nouvelles recherches. Ils feuillent les effets de la victime, dont les poches sont retournées, ils y trouvent une carte de visite et une lettre du Crédit Lyonnais, toutes deux au nom de M. Albert Prince, conseiller à la Cour d'appel de Paris, 15, rue de Babylone. Ils avisent aussitôt leurs chefs, dont ils sont autorités judiciaires.

A sept heures, comme il fait un peu plus clair, ils poursuivent leur enquête. Dans la pente, ils trouvent un mouchoir blanc marqué A. P., un petit étui en maroquin contenant des cigarettes, un couteau de poche en 2 lames, un porte-plume en argent, une montre en acier brun, dans une petite chaîne, sur le ballast ils remarquent des taches de sang et des matières cérébrales qui se continuent sur une distance de cinquante mètres en direction de Dijon, et, à côté de l'endroit où se trouvait la tête, un dentier en or complètement brisé.

Epars sur le sol, deux billets de cent francs, trois de cinquante, un ancien à cran d'arrêt dont la lame est maculée de sang et dont seul cette, et sur lequel se voient des traces de graffiage, une serviette de cuir que les gendarmes n'ouvrent pas, un porte-monnaie contenant deux médailles religieuses, et enfin un cache-col de pure soie, renfermé une bouqueter à poudre de riz, et quelques pièces de monnaie échelonnées sur la voie, près du lieu du accident, dont trouvé le corps.

A 8 h. 30, le Parquet arrive sur les lieux. Il y a là le juge d'instruction Rabut, M. Hanon, procureur de la République, et son substitut, M. Aubry. Ils assistent à l'autopsie de M. Morlet, médecin légiste, et de M. Durand, avocat général près la Cour de Dijon.

Le magistrat ne semble manifester aucune surprise à la vue du cadavre mutilé. Le murmure simplement, assez bas pour que ses voisins ne le entendent :

— Ah ! ce pauvre Prince ! C'est lui, c'est son chapeau. Les misérables ! Ils l'ont assassiné !

Et il pleure de larmes.

Les investigations du Parquet confirment celles de la gendarmerie. Du reste, elles les complètent en ce sens que les magistrats trouvent dans la serviette une convocation adressée au conseiller Prince, pour assister à une de Lascovié, premier président de la Cour de Cassation, et, chose plus troublante, ils constatent que le cadavre porte autour de la cheville droite une ficelle très mince, comme celle qui sert à ficeler les paquets, qui semble avoir servi de lien. Un chronaxe de ficelle identique est retrouvé sous le rail. Deux autres liens sont trouvés sur la voie, pulvérisés.

Il est, à ce moment, neuf heures du matin. Il fait grand jour : la brigade régionale de la police mobile, qui vient de se joindre aux enquêteurs, en profite pour, à cette heure, sonne le rail gauche de la voie ! près de la chaussée, que amputée à diagnostic certain, brisée de bouton de manchette est, en outre, découvert à l'entrée du poteau.

La Sûreté Nationale est immédiatement avisée, qui permet à quelques journaux parisiens à midi d'annoncer brièvement le nouvelle. L'un d'eux : la publie avec des détails un peu plus complets; il y a recon, en effet, d'un fait relatif de Dijon. M. Chapuis qui, alerté sans doute par un employé de la gare, n'est rendu sent, dès huit heures, à La Combe aux Fées, où il a pu procéder à une enquête personnelle dont les résultats, on le saura plus tard, diffèrent sensiblement de l'enquête officielle. Enfin, à dix heures, M. Jean Mitry, directeur, envoie télégraphiquement à Paris un rapport, dont le rédigeître qui est signifié à M. Pressard, procureur de la République, qui, après avoir référé immédiatement M. Lapeyre, juge d'instruction, aux fins d'exécution.

Le coup de téléphone

Le premier soin du Parquet est de prévenir la famille. Mme Prince paraît assistée pour Dijon où, devant M. Rabut, elle fait la déclaration suivante :

« Hier matin, vers dix heures, j'ai entendu la sonnerie du téléphone. Comme je n'ai rien à cacher à plusieurs communications, j'ai pris ma main, qui ne peut pas, nous, de répondre à mes jeux. A peine a-t-elle pris le récepteur qu'elle m'appelle en me disant :

« — On vous demande de Dijon.

« A la tête j'ai pris l'appareil et j'ai entendu une voix inconnue qui me disait :

« — Monsieur Prince est-il là ?

« J'ai répondu : Non, il vient de partir pour le Palais. Veuillez téléphoner plus tard. Immédiatement de dit :

« — C'est Mme Prince qui est à l'appareil ?

« — Oui, monsieur.

« — Bien. Je vous le docteur Hallinger. Je viens vous prévenir que votre belle-mère est très malade, qu'elle est atteinte d'une occlusion intestinale et que nous l'avons transportée, en nuit, à la clinique de la rue Condorcet. Il faut que votre mari prenne le train de midi. Une ambulance vous conduira à la maison de santé.

« — Et ajoute :

« — Je vais partir avec lui.

« — Non, madame, ne bougez pas, ne venez pas, vous impressionnerez trop votre belle-mère. Il vaut mieux que votre mari vienne d'abord seul.

« J'ai demandé alors, pour que la communication me semblait toute prête :

« — D'où me téléphonez-vous donc ?

« — Du Palais, Mon numéro est 147.

« Sur quoi j'ai remercié l'inconnu de son obligeance en ajoutant que j'allais faire l'impossible pour joindre mon mari et j'ai raccroché le récepteur. Comme je me préparais à sortir pour envoyer de le retrouver au Palais, il est rentré, juste dix minutes après le coup de téléphone.

« Mon mari, m'a-t-il dit, avait oublié son portemonnaie. Il a tôt annoncé la triste nouvelle. Il s'est montré très ému.

« Alidée de ma femme de chambre, qui a pu prendre une petite valise dans laquelle il a glissé une serviette de cuir que nous ne trouvons pas, et quelques pièces de monnaie. Mon mari était très ennuyé, comme il me l'a exprimé à ce moment-là. A la pensée que je ne serai seul pour les mes besoins de remettre à M. Lescovié, premier président de la Cour de Cassation, et, chose plus troublante, il a constaté que le cadavre porte autour de la cheville droite une ficelle très mince, comme celle qui sert à ficeler les paquets, qui semble avoir servi de lien. Un chronaxe de ficelle identique est retrouvé sous le rail. Deux autres liens sont trouvés sur la voie, pulvérisés.

Il est, à ce moment, neuf heures du matin. Il fait grand jour : la brigade régionale de la police mobile, qui vient de se joindre aux enquêteurs, en profite pour, à cette heure, sonne le rail gauche de la voie !, près de la chaussée, que amputée à diagnostic certain, brisée de bouton de manchette est, en outre, découvert à l'entrée du poteau.

La Sûreté Nationale est immédiatement avisée, qui permet à quelques journaux parisiens à midi d'annoncer brièvement le nouvelle. L'un d'eux : la publie avec des détails un peu plus complets; il y a recon, en effet, d'un fait relatif de Dijon. M. Chapuis qui, alerté sans doute par un employé de la gare, n'est rendu sent, dès huit heures, à La Combe aux Fées, où il a pu procéder à une enquête personnelle dont les résultats, on le saura plus tard, diffèrent sensiblement de l'enquête officielle. Enfin, à dix heures, M. Jean Mitry, directeur, envoie télégraphiquement à Paris un rapport, dont le rédigeître qui est signifié à M. Pressard, procureur de la République, qui, après avoir référé immédiatement M. Lapeyre, juge d'instruction, aux fins d'exécution.

Le coup de téléphone

Le premier soin du Parquet est de prévenir la famille. Mme Prince paraît assistée pour Dijon où, devant M. Rabut, elle fait la déclaration suivante :

« Hier matin, vers dix heures, j'ai entendu la sonnerie du téléphone. Comme je n'ai rien à cacher à plusieurs communications, j'ai pris ma main, qui ne peut pas, nous, de répondre à mes jeux. A peine a-t-elle pris le récepteur qu'elle m'appelle en me disant :

« — On vous demande de Dijon.

« A la tête j'ai pris l'appareil et j'ai entendu une voix inconnue qui me disait :

« — Monsieur Prince est-il là ?

« J'ai répondu : Non, il vient de partir pour le Palais. Veuillez téléphoner plus tard. Immédiatement de dit :

« — C'est Mme Prince qui est à l'appareil ?

« — Oui, monsieur.

« — Bien. Je vous le docteur Hallinger. Je viens vous prévenir que votre belle-mère est très malade, qu'elle est atteinte d'une occlusion intestinale et que nous l'avons transportée, en nuit, à la clinique de la rue Condorcet. Il faut que votre mari prenne le train de midi. Une ambulance vous conduira à la maison de santé.

« Et ajoute :

« — Je vais partir avec lui.

« — Non, madame, ne bougez pas, ne venez pas, vous impressionnerez trop votre belle-mère. Il vaut mieux que votre mari vienne d'abord seul.

« J'ai demandé alors, pour que la communication me semblait toute prête :

« — D'où me téléphonez-vous donc ?

« — Du Palais. Mon numéro est 147.

« Sur quoi j'ai remercié l'inconnu de son obligeance en ajoutant que j'allais faire l'impossible pour joindre mon mari et j'ai raccroché le récepteur. Comme je me préparais à sortir pour envoyer de le retrouver au Palais, il est rentré, juste dix minutes après le coup de téléphone.

« Mon mari, m'a-t-il dit, avait oublié son portemonnaie. Il a tôt annoncé la triste nouvelle. Il s'est montré très ému.

« Alidée de ma femme de chambre, qui a pu prendre une petite valise dans laquelle il a glissé une serviette de cuir que nous ne trouvons pas, et quelques pièces de monnaie. Mon mari était très ennuyé, comme il me l'a exprimé à ce moment-là. A la pensée que je ne serai seul pour les mes besoins de remettre à M. Lescovié, premier président de la Cour de Cassation, et, chose plus troublante, il a constaté que le cadavre porte autour de la cheville droite une ficelle très mince, comme celle qui sert à ficeler les paquets, qui semble avoir servi de lien. Un chronaxe de ficelle identique est retrouvé sous le rail. Deux autres liens sont trouvés sur la voie, pulvérisés.

Il est, à ce moment, neuf heures du matin. Il fait grand jour : la brigade régionale de la police mobile, qui vient de se joindre aux enquêteurs, en profite pour, à cette heure, sonne le rail gauche de la voie !, près de la chaussée, que amputée à diagnostic certain, brisée de bouton de manchette est, en outre, découvert à l'entrée du poteau.

La Sûreté Nationale est immédiatement avisée, qui permet à quelques journaux parisiens à midi d'annoncer brièvement le nouvelle. L'un d'eux : la publie avec des détails un peu plus complets; il y a recon, en effet, d'un fait relatif de Dijon. M. Chapuis qui, alerté sans doute par un employé de la gare, n'est rendu sent, dès huit heures, à La Combe aux Fées, où il a pu procéder à une enquête personnelle dont les résultats, on le saura plus tard, diffèrent

Voici une des affaires judiciaires qui, au cours des quinze dernières années, ont le plus passionné l'opinion publique.

Un haut magistrat poignardé et trouvé, sur la voie ferrée, écrasé par un train. S'est-il suicidé ? A-t-il été assassiné ? Aujourd'hui, après quinze ans, les enquêteurs ont pu reconstituer le drame et donner cette hypothèse, on ne peut se prononcer.

L'auteur de récit qu'on va lire, secrétaire des deux commissaires parlementaires qui ont enquêté, à l'époque, sur le drame, a essayé, pour nos lecteurs, de débrouiller, en toute objectivité, l'écheveau très compliqué de ce drame mystérieux.

L'affaire Stavisky

La nouvelle de la mort du conseiller Prince provoque, dans toute la France, une émotion intense qui se propage d'autant plus que le pays traverse une crise terrible des des économies. Et, en effet, mois : le scandale Stavisky, qui a duré plus de deux ans, va se révéler qu'un coup de droit commun peut non seulement échapper à la prison, mais encore résoudre de gigantesques escroqueries, trouver des complices sous la robe de l'avocat, sous l'hermine du juge, sous l'écharpe du député. Cette fulmicrite qui allume l'incendie : tous les mécontents, tous les ennemis du régime, tous ceux qu'on appelle les « cagoulards » s'enflamment. Et c'est la soirée du premier du 6 février avec ses scènes mortes; c'est, comme jour le plus tard, la marche tragique d'un homme qui passe, à tort ou à raison, pour avoir détenu des secrets d'état.

Quelques explications sont ici nécessaires.

Depuis vingt-cinq ans, la ville de Bayonne, qui possédait un casino, avait vu des directeurs du casino, mises à la disposition de la société, s'appelle Garat. Ce maire « voulu » par le Crédit Municipal bayonnais qui pourra, en raison de la société cosmopolite qui y pourrait venir, trouvera la cible beaux, faire de brillantes affaires. Il faut trouver un bailleur de fonds et faire mettre l'institution en marche. Garat s'adresse à un certain Alexandre, qu'on lui présente comme un faiseur naïvab qui tant les idées financières de la Cote d'Azur, et que l'on voit partout, dans les salons et dans les ministères. Ses chiens aint fameux et ses générosités fabuleuses. Il commande un yacht, propriété de la Bayonne se trouve dans l'obligation d'allimenter son fonds de roulement par des impromptus. Stavisky-Alexandre, avec la complicité de son ami Tissier, qui s'est nommé directeur du Crédit Municipal, émet des bons, des bons et encore des bons. Tout cela, bien entendu, en rentre dans sa caisse personnelle. Il y en aura, au fire des recherches, pour 200 millions.

Pour parer aux vérifications du contrôle, Stavisky-Alexandre, qui tient maintenant avoirs des compagnies d'assurances pour les confier à les plus dans leur clientèle. Malheureusement pour Stavisky, ces compagnies s'aperçoivent bientôt qu'elles ne sont plus en possession des titres qu'elles ont pourtant payés et qui leur sont dus. Et, le 15 et 11 fait les cent pas devant sa revenire parce qu'il s'est arrêté à l'idée que le contrôle s'exerce et interdit en qu'il crainte la contravention. Vingt-cinq minutes passent, et il se lance se rangé de long du quai; il s'est alors approché du bureau de renseignements et, dans la sortie et presque aussitôt sa patronne lui dit : Enfin, dans cette période, pendant le temps qu'il a attendu, il n'a ve personne, et dans le temps qu'il a fait. Cinquième mystère, car, en fait, la secrétaire, il en est sûre, n'a pas quitté la pièce, il a rempli sa fiche d'identité et sort.

Ce port gêne sa trace et trois heures plus tard, un train qui vient de Paris passera sur lui à La Combe aux Fées.

Cassation. Il a promis de démontrer à ce haut magistrat, son supérieur hiérarchique, que le véritable responsable, ce n'est pas lui, mais bien le procureur de la République Pressard et il a pris l'engagement de trouver un rapport qui le fera pour le 21 février.

Or, le 20, il part pour Dijon, et le lendemain on le trouve mort sur la voie ferrée. Le chef-lieu assassiné jouait tel dévoir les documents qui peuvent compromettre des personnages hauts placés ? S'est-il suicidé pour échapper à une responsabilité qu'il jugeait trop lourde ? Pendant des mois, les journaux vont concentrer, chaque jour, des pages entières à l'affaire, sur laquelle viennent se greffer les travaux de deux commissions parlementaires chargées de faire la lumière sur l'emeute du 6 février et sur l'ensemble de l'affaire Stavisky. D'autant plus que la politique en ait : pour les ennemis du régime, c'est l'assassinat ; pour ceux qui le défendent, c'est le suicide.

Des témoins ?...

L'enquête se déroule, goutte d'incidents tragiques ou grotesques dont se repaît, en ce temps, la presse publique. Ce sont d'abord les révélations d'une certaine dame Dimitrevitch qui, se croyant le chef de cul arrivée : Albert s'est suicidé en se jetant sous le train.

Il y a aussi l'histoire du couteau. On retrouve un sieur Audinet, vendeur au Bazar de l'Hôtel de Ville, qui se souvient d'avoir vu, le matin du 20 février, un jeune homme qui ressemble à la victime s'arrêter devant une corne blonde tachée, manipuler à cette fin et le retrouver sur la voie, macabre de sang. Une enquête immédiate est ouverte, on trouve à ce moment présente à l'entrée, en, confirme le signalement que donne le vendeur. On fait passer sous leurs yeux un lot de couteaux parmi lesquels se trouve cette cible de M. Prince : tous deux, sans hésiter, reconnaissent dans celui-ci l'acheteur inconnu.

Il y a aussi le mystère du beau de tous : Bonny, le fameux Bonny, qui fut traîtrisé à la Libération pour avoir trahi les mains dans les crimes de la Gestapo de rue Lauriston, et qui, depuis, vit en cavale pas un bandit, un assassin, un leurre parmi : Il est catalogué par Chiappe et Chéron, dont le Président Doumergue, sa fonction, le Président du Conseil, garde des Sceaux. Ce serait dans les bas fonds de la pègre, dans les milieux interlopes. Un réseau de renseignement de bas étage qui cache ses turpitudes sous le nom de « Service » et qui, depuis plus. Chargé de l'enquête sur la mort de Stavisky, il a parcouru toute la France, du nord au sud, de l'est à l'ouest, pour rencontrer des personnages tels Bonnefoy, Carbone et Lassalle, qui continuent pendant quelque temps le mystère, mais, en dernière analyse, ne sont que l'on en obligé de remettre en liberté faute de preuves.

En fin de compte, le commissaire divisionnaire Guillaumot, chargé de représenter les dossiers dans son ensemble, trouve en quelques mots la réfutate activité de ce bandit dégénéré du détenteur de la société : « La piste signalée par Bonny fait prendre aux recherches un temps précieux et a pesé fâcheusement sur la suite de l'enquête. »

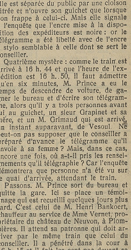
Et Bonny, qui pourrait le journal *Crépuscule* du Peuple, qui, tout le prend tourner à sa confusion. Le tendemain, il est arrêté et on ne sait pas pourquoi, on, peu tard, que ce roi des policiers s'est pendu dans sa cellule de la prison.

En novembre, la Commission parlementaire chargée d'enquêter sur les dessous de l'affaire Stavisky se satisfait de l'affaire Stavisky. Quelques mois plus tard, les ennemis des magistrats, des policiers, des hommes politiques, qui ont tout mis sous succès, de faire la lumière sur les faits qu'ont révélés les enquêtes parlementaires. Finalement, un an après la mort du conseiller Prince, on ne sait pas, en dépit du vaste débat : personne n'est en mesure de démontrer que ce dernier a été assassiné. Aujourd'hui encore, après douze ans, le mystère demeure entier. Assassiné ? Suicidé ? Accident ? De ces trois hypothèses, aucune n'a encore trouvé de certitude.

(A suivre).

A 8 h. 30 le Parquet de Dijon arrive sur les lieux du drame.

par
René MILLAUD
(Illustrations de MORITZ).



— C'est de la gare de Dijon que M. Prince télégraphie.

Lire le début dans nos précédents numéros

GRAND REPORTAGE de J. F. Louis MERLET

PAR LA MER

NOUS arrivons de la mer, après avoir pris les eaux de Gênes, en pirogue, et nous voici dans le fleuve Maroni, mitoyen vitaux, au bord de l'Océan, entre la Guyane anglaise et le Surinam hollandais, au bambou de territoire où vivent, dans une misère sans nom, de toutes races et de toutes nationalités. Quelques Chinois tiennent des épiceries, le long du fleuve, où l'on dort, il est vrai, dans des hamacs, mais où l'on mange, dans des tables recouvertes d'affiches multicolores, pommes de terre frites, sardines, saucisses, tout ce qu'on trouve de nourriture rêvée par des prisonniers, non loin de cette pendaison qu'ignorent les Chinois. Quelques Indiens, des hommes jaunâtres à moustaches à la portugaise, le Français dit Français, jaunâtre, jaunâtre, l'aspect hollandais et le créole, bâtd de tous les métissages, le nègre de l'Amérique, qui fut dans les centrales jamais l'attitude ignorance et dégradée.

Lorsque nous débarquons, des gardiens, des surveillants, des chefs de bagnards, des bagnards eux-mêmes, des bagnards en tenue, des bagnards en tenue de ville, des bagnards en tenue de ville, des bagnards en tenue de ville